

Raphael Schlembach

Vers une critique du communisme antideutsch¹

Résumé

Le spectre des Antideutsch² est facilement devenu l'ennemi juré des militants de la gauche anglophone ; mais cela se traduit rarement par une critique approfondie ou informée des principes des Antideutsch. Cet article propose donc une description introductive et une analyse critique du communisme antideutsch et pro-israélien. Au sein de la gauche allemande d'après-guerre, ce mouvement de protestation contemporain se situe étrangement en marge de la politique de la gauche radicale. Cet article décrit les origines et la politique de ce courant, la radicalisation d'une vaste campagne antinationaliste contre la réunification allemande et sa transformation en un mouvement antideutsch petit mais cohérent, controversé pour ses polémiques et ses provocations en faveur d'Israël. Ce texte passe en revue les débats actuels au sein de la gauche allemande antifasciste ; il explore également les positions des Antideutsch sur l'Holocauste, Israël, l'Islam, l'anti-impérialisme et la politique étrangère de l'Allemagne. Il est nécessaire d'évoquer les travaux théoriques qui ont fortement influencé le communisme antideutsch pour comprendre les sources intellectuelles qui ont inspiré ce mouvement.

Cet article souhaite présenter l'un des mouvements de protestation les plus controversés en Allemagne et formuler une critique qui aille au-delà d'une réaction négative automatique face à une agitation pro-israélienne.

Introduction

Le communisme antideutsch s'est développé au sein de la gauche radicale allemande ; ce courant politique a adopté un discours favorable à l'Occident et à Israël et, sur le plan idéologique, il se définit par ses critiques à l'égard de l'Allemagne post-nazie et de l'antisémitisme islamique. Bien qu'ils aient été inspirés intellectuellement par les écrits de Karl Marx et la Théorie critique de l'Ecole de Francfort, les Antideutsch ont tellement réinterprété et trituré le contenu politique de ces textes qu'ils ont établi une relation antagoniste avec une grande partie de la gauche allemande (et mondiale).

¹ Une version plus ancienne de ce document a été présentée en avril 2006, à la Manchester Metropolitan University, dans le cadre des conférences «Alternative Futures and Popular Protest», en avril 2006. [Note du traducteur : organisées chaque année depuis 1995, ces conférences regroupent pendant trois jours des chercheurs, des universitaires et des militants (cf. son site : <http://www.movements.manchester.ac.uk/afpp/>) sur les thèmes classiques des mouvements altermondialistes et de la gauche réformiste et radicale.]

² J'ai laissé *Antideutsch* en allemand, car une expression comme «anti-Allemands» rappelle immédiatement le mot «antifrançais», donc un terme utilisé par l'extrême droite de façon péjorative. De plus, pour ses partisans, cette notion a (ou plutôt prétend avoir) une acception plus générale. En effet, selon Stephan Grigat, être Antideutsch signifierait s'opposer à une «constellation idéologico-politique» : *«Cette constellation peut être qualifiée d'“allemande” parce qu'elle a prévalu pour la première fois en Allemagne. Mais il ne s'agit pas d'un phénomène historiquement ou géographiquement délimitable, ni limité à l'Allemagne, ni à l'époque du national-socialisme. Par conséquent, ce qui est “allemand” peut aussi être généralisé. Le modèle de résolution de crise spécifiquement germano-autrichien a été mis en œuvre sous le national-socialisme à travers l'extermination et la Seconde Guerre mondiale. Par la suite, les représentants de la barbarie islamique peuvent également être désignés comme des idéologues allemands dans un sens idéologico-critique.»* (NdT.)

Les prémisses de l'anti-impérialisme et de l'antisionisme de la gauche sont considérées par les Antideutsch comme l'expression d'une continuation de la «logique d'Auschwitz» qui reflète une pensée totalitaire et fasciste dans les mentalités nationales de la plupart des Allemands, des Européens et au-delà.

Parler des Antideutsch est un peu anachronique, bien sûr. Le communisme antideutsch en tant que mouvement, qui a influencé la politique pratique et stratégique de l'antifascisme allemand, est lié à la décennie qui a suivi immédiatement la réunification allemande [en 1990]. Dans son sens plus étroit, en tant que position théoriquement distincte, violemment opposée à d'autres, mais sans importance pratique, l'heure de gloire du communisme antideutsch est déjà dépassée. Quelques idées antideutsch persistent néanmoins dans plusieurs organisations communistes et publications, et elles continuent d'exercer une certaine influence sur le mouvement antifasciste allemand et certains cercles marxistes peu orthodoxes.

Il est impossible d'évoquer les Antideutsch comme s'il s'agissait d'un mouvement homogène. D'autant plus que les idées et les positions des auteurs, militants et groupes antideutsch ont cherché à se développer rapidement afin d'obtenir un statut d'«avant-garde» dans la gauche radicale. Dans les débats en langue allemande, on distingue fréquemment entre les tendances *hardcore* et *softcore* de cette mouvance. Pour la plupart, les Antideutsch «purs et durs», autour de la revue *Bahamas* et de l'Initiative Sozialistisches Forum de Fribourg, ont aujourd'hui coupé leurs liens avec les mouvements politiques de gauche, mais ce sont cependant eux qui font encore fréquemment l'objet de polémiques.

Bahamas et ses partisans en particulier proclament fièrement que l'anti-impérialisme de gauche et l'anti-impérialisme islamiste sont leurs ennemis ; ils se sont souvent livrés à des attaques au vitriol contre les musulmans et les Arabes en Europe – à tel point que cette tendance pourrait maintenant être décrite comme une forme de «matérialisme anti-islamique».

Les divers projets antideutsch *softcore*, quant à eux, continuent d'exercer une certaine influence théorique, en particulier sur la politique antifasciste. La revue *Phase Zwei*, par exemple, est issue du mouvement antifasciste allemand et combine maintenant la pensée antideutsch avec des éléments de la Théorie critique et du post-structuralisme pour défendre une perspective politique parfois décrite comme «post-Antifa».

La revue *17 Grad*, aujourd'hui disparue, était fondée sur la théorie de Foucault et l'analyse du discours. Le magazine *Konkret*, qui existe depuis fort longtemps, a défendu une analyse marxiste plus orthodoxe, puis a évolué, mais il a également soutenu et développé des positions antideutsch dans le passé. L'hebdomadaire influent *Jungle World* publie régulièrement des auteurs antideutsch, mais aussi des articles qui défendent des perspectives politiques radicales variées.

Cependant, cela fait des années que les publications des Antideutsch ne suscitent plus régulièrement de controverses ni de violents conflits au sein de la gauche allemande. Aujourd'hui, de nombreux écrivains, éditeurs et militants qui avaient été à la tête du mouvement antideutsch se sont retirés des cercles de gauche et des discussions propres à ce milieu. Néanmoins, dans la gauche anglophone en particulier, les Antideutsch font toujours l'objet de controverses polémiques ; ils provoquent une indignation teintée de fascination, souvent en raison des drapeaux américains, britanniques et israéliens que brandissent les antifascistes allemands antideutsch. Il existe cependant très peu de textes substantiels en anglais (Grigat 2005 ; Radke 2004 font partie des introductions les plus éclairantes³), même si, lorsque le sujet est soulevé sur des forums de gauche, des blogs ou dans des conversations personnelles, ce thème génère toujours de longues discussions. A ce jour, il n'existe qu'une seule publication universitaire sur les Antideutsch en langue anglaise. L'article publié par la *Jewish Political Studies Review* (Erlanger 2009) est largement descriptif et se concentre sur la position pro-israélienne du

³ On ajoutera, en anglais, le livre de Robert Ogman, *Antinational politics in Germany*, New Compass Press, 2013, dont nous présenterons bientôt l'essentiel dans une traduction française (*NdT*).

mouvement⁴. En gardant à l'esprit les informations quelque peu lacunaires dont dispose le lecteur anglophone jusqu'à présent, je propose ici avant tout un aperçu historique des origines et de la formation politique des Antideutsch et, en second lieu, quelques pistes pour élaborer une critique plus fondamentale de leur politique.

Les événements de l'histoire récente de la gauche extra-parlementaire en Allemagne sont cruciaux pour comprendre pourquoi les courants antideutsch y jouent un rôle important. L'évolution de la pensée communiste antideutsch a connu quatre étapes.

Tout d'abord, j'examine certaines des influences que l'on retrouve dans le travail d'auteurs avant la réunification, tels que Jean Améry ou Eike Geisel⁵. Deuxièmement, le mouvement contre la réunification sera analysé comme le «déclencheur» immédiat ou le tremplin pour l'émergence du communisme antideutsch en tant que mouvement de protestation. Troisièmement, la réaction antideutsch à des événements tels que la guerre du Kosovo et le 11 septembre 2001 illustre à quel point certaines parties du mouvement ont rompu tout lien avec la gauche. Dans une dernière partie, j'indique comment l'idéologie antideutsch reste fermement ancrée dans un raisonnement national et dans une forme de « politique de l'identité ».

Les origines de l'après-Holocauste

Les Antideutsch considèrent qu'ils combinent la critique du nationalisme allemand et de l'Islam politique avec celle, plus générale, de la nation et de l'Etat. Ils s'opposent explicitement à la gauche anti-impérialiste et autonome des années 1970 et 1980, gauche qui soutenait activement les mouvements de libération nationale et combattait les militarismes américain et israélien. Pour simplifier, la position antideutsch implique que, dans un monde divisé en États, l'antifascisme débouche sur une solidarité totale avec Israël. L'Etat juif est considéré comme la réaction nécessaire face à la barbarie fasciste du Troisième Reich, barbarie qui continue à se resurgir dans la République fédérale d'Allemagne. Cette inversion de la prémisse anti-impérialiste est certainement incompatible avec la politique de la gauche dans les pays anglo-saxons et ailleurs, pays qui connaissent un contexte totalement différent. Cependant, les appels à la solidarité avec Israël et la méfiance envers l'antisionisme sont plus courants dans la gauche radicale allemande. Certains des détracteurs les plus radicaux des Antideutsch se sont efforcés de défendre le sionisme comme la base de l'Etat israélien (par exemple Robert Kurz 2003). En outre, de nombreux groupes antifascistes qui n'appartiennent pas à la mouvance antideutsch font preuve de solidarité avec Israël et d'une grande vigilance face à l'antisémitisme persistant des mouvements néonazis.

⁴ Il en est de même de cet article en anglais : <http://ict.activetrail.biz/Moghadam-Wyss>

« Of Anti-Zionists and Antideutsche: The Post-War German Left and Its Relationship with Israel » de Assaf Moghadam et Michel Wyss

(*NdT*).

⁵ Eike Geisel (1945-1997), journaliste allemand au style violent et polémique, notamment parce qu'il dénonçait la façon dont s'était opérée la réconciliation israélo-allemande. Il considérait les Allemands comme des « égocentriques pleurnichards » qui croyaient avoir honnêtement gagné le pardon des Juifs grâce à leurs efforts acharnés pour faire face au passé. Il critiquait aussi les Juifs qui avaient voulu se réconcilier avec l'Allemagne. Et les gauchistes qui, en prenant parti pour les Palestiniens présentés comme les « victimes des victimes », avaient essayé de sauver des catégories telles que la nation, le peuple et la patrie et en fait réhabilité l'antisémitisme sous la forme de l'antisionisme. Selon lui, les gouvernements allemands s'étaient empressés d'enterrer le passé nazi et avaient construit une mémoire nationale fictive notamment en héroïsant les auteurs du complot du 20 juillet 1944. Et le sort réservé aux migrants et aux réfugiés lui semblait démontrer que l'Allemagne n'avait pas rompu avec ses vieux démons (*NdT*).

La spécificité de l'histoire du nazisme a toujours été une référence centrale pour la gauche (ouest-) allemande. Soucieuse d'«expliquer l'inexplicable», la gauche a souscrit à une politique du souvenir. Les «leçons» tirées de la terreur nazie et de l'Holocauste restent ainsi des éléments fondamentaux pour une théorie et une pratique d'extrême gauche en Allemagne. Les concepts et les idéologies primordiaux sous le Troisième Reich, tels que «le peuple allemand», «la nation» ou l'antisémitisme sont donc des points de clivage importants. Les critiques d'extrême gauche contre l'antisionisme en Allemagne sont également apparues bien avant que l'on puisse parler d'un mouvement antideutsch. Même les textes d'un groupe armé antimilitariste (Revolutionäre Zellen, les Cellules révolutionnaires, 1991) et d'un groupe de la mouvance autonome (Autonome LUPUS-Gruppe 2001) critiquaient certains aspects de l'antisionisme et l'anti-impérialisme.

La question de l'antisémitisme occupa donc une place prépondérante dans les débats internes du mouvement autonome allemand dans les années 1970 et 1980. L'échec des mouvements de libération nationale encouragea l'expression de ces voix critiques.

Un exemple frappant nous est fourni par l'échec de la tentative de libérer un certain nombre de prisonniers palestiniens et de membres de la Fraction Armée rouge, dont Andreas Baader et Ulrike Meinhof. En 1976, un commando formé de Palestiniens et de membres des Cellules révolutionnaires détourna un avion parti d'Israël et exigea la libération de 53 prisonniers politiques. Les pirates de l'air finirent par laisser débarquer les otages non juifs et non israéliens qui purent quitter l'avion cloué au sol, tandis que les Juifs (israéliens ou pas) étaient retenus en otage dans un hangar jusqu'à ce qu'ils soient libérés par des unités antiterroristes⁶. Néanmoins, à l'époque, les accusations selon lesquelles l'anti-impérialisme avait dérivé vers un antisémitisme ouvert ne furent exprimées que par quelques personnes dans la gauche radicale (voir Hanloser 2004b).

L'auteur autrichien Jean Améry fut l'une des premières voix à mettre en garde contre le danger d'oublier le passé et le présent antisémites de l'Allemagne. Ancien résistant et survivant des camps de concentration, Améry est connu pour ses essais autobiographiques sur Auschwitz et sa vie après l'Holocauste. Ses écrits ont évidemment exercé une influence majeure sur la mouvance antideutsch. Sa vie et ses textes expriment une inconciliabilité absolue avec l'Allemagne et une crainte profondément enracinée d'une résurgence antisémite.

Né sous le nom de Hans Maier (ou Mayer) à Vienne, il émigra en Belgique en 1938. À l'arrivée des troupes allemandes, il fut emprisonné en France mais s'évada. De retour en Belgique, il rejoignit la Résistance mais, en 1943, il fut à nouveau arrêté et déporté à Auschwitz, puis à Buchenwald, et enfin à Bergen-Belsen. Il quitta l'Allemagne après la guerre et, bien qu'il ait continué à écrire en allemand, désormais sous le nom de Jean Améry, il refusa d'abord de publier ses textes en République fédérale. Il travailla comme journaliste pour de nombreux journaux en Suisse. Le fait qu'il se soit fait appeler Améry, anagramme de son nom, devint le symbole de son acceptation d'une nouvelle identité francophone laïque et de sa réticence à pardonner les atrocités commises par les Allemands. Améry se suicida en 1978 à Salzbourg.

En 1966, Améry publia son seul livre sur Auschwitz et l'Holocauste, qui allait devenir son ouvrage le plus important. Il fut traduit et publié [en français] sous le titre *Par-delà le crime et le châtiment. Essai pour surmonter l'insurmontable* [aux Editions Actes Sud en 1995]. Dans ce livre, l'auteur réfléchit sur l'état d'esprit des victimes à Auschwitz, la torture, l'exil, ses ressentiments contre les Allemands et ses réticences à s'identifier comme Juif. À bien des égards, *Par-delà le crime et le châtiment* fit connaître Améry dans les cercles littéraires allemands et fit de lui un auteur très lu, du jour au lendemain.

⁶ Il s'agit du raid mené à l'aéroport international d'Entebbe, en Ouganda, dans la nuit du 3 ou 4 juillet 1976, par une centaine de soldats israéliens, sans qu'Idi Amin Dada ait été prévenu de leur intervention (NdT).

Cependant, il resta très sceptique quant à sa gloire soudaine : «*Je soupçonne avoir simplement frappé une corde sensible à un moment où il était encore à la mode de s'occuper du sort des victimes nazies, mais que [à la fin des années 70], à un moment où mes amis de gauche dénonçaient Israël comme une plaie universelle et où les sympathies de tous allaient aux combattants de la résistance palestinienne, je ne pouvais plus toucher grand-monde avec ce livre*» (cité dans Myers 2002).

Le souci d'une résurgence de l'antisémitisme chez ses «amis de gauche» fit également l'objet de l'influent article qu'il écrivit en 1969 et fut publié par l'hebdomadaire *Die Zeit* sous le titre «*Der ehrbare Antisemitismus*» («L'antisémitisme honorable»⁷). Il s'attaquait ici à un antisémitisme de gauche qui n'était plus confiné aux partis socialistes et communistes, mais avait commencé à se matérialiser dans la gauche extra-parlementaire. La guerre des Six Jours de 1967, écrivit Améry, a ressuscité l'image du Juif comme oppresseur et fauteur de guerre, capitaliste et profiteur. Il conclut par cette phrase devenue célèbre : «*C'est un fait : l'antisémitisme, contenu dans l'anti-israélisme et l'antisionisme comme la nuée porte l'orage, a de nouveau bonne réputation*» (Améry 1969).

Jean Améry ne fut pas le seul à critiquer l'antisémitisme de gauche. Dans les années 1970 et 1980, d'autres auteurs (Eike Geisel et Wolfgang Pohrt, par exemple) soulignèrent que les gauches modérée et radicale allemandes acceptaient discrètement des discours aux connotations antisémites. Ces critiques visaient surtout le mouvement pacifiste au sens large, ceux qu'on surnommait la «foule pacifiste» et qui condamnaient unanimement le militarisme des Etats-Unis. Selon l'auteur et journaliste Wolfgang Pohrt (1982, 1984), le mouvement pacifiste promouvait l'anti-américanisme afin de dissimuler les différences politiques et de classe, et pour que la nation allemande se redécouvre elle-même. Il prédisait la fin de la politique de gauche en Allemagne : «*Un mouvement pacifiste qui ne connaît ni partis politiques ni classes sociales, mais seulement des Allemands, ne peut aboutir qu'à un seul résultat : l'échec final de la gauche*» (Pohrt 1982, p. 73). En outre, Pohrt attaqua l'antisionisme et le soutien généralisé au mouvement de libération palestinien comme une nouvelle manifestation des sentiments antisémites qui perduraient en Allemagne. La haine des Etats-Unis et d'Israël pouvait unir la gauche dans un mouvement commun qui n'avait pas à se soucier de porter le fardeau du passé.

Dans la même veine, l'essayiste Eike Geisel critiqua le mouvement pacifiste pour sa position anti-israélienne et sa tentative de faire passer à la trappe le passé nazi de l'Allemagne (Geisel 1984, 1992, 1998). Son style polémique suscita la controverse parmi ses lecteurs allemands et israéliens, et fit de lui un critique notoire de l'antisionisme de gauche.

La critique de gauche élaborée par Moishe Postone exerça aussi une influence précoce sur les débuts du mouvement antideutsch. Dans certains de ses textes, il décrivit le choc qu'il éprouva devant la facilité avec laquelle la gauche allemande avait cessé d'affronter les réalités passées et quotidiennes de l'antisémitisme en Allemagne (Postone 1986, 2005). Le sociologue américain avait étudié à Francfort dans les années 1970 et avait conservé des liens idéologiques forts avec certains courants de la gauche radicale allemande après son retour aux Etats-Unis. Bien que, pendant ses années à Francfort, il ait toujours été critique vis-à-vis de la gauche allemande, sa rupture avec celle-ci devint claire dans sa lettre ouverte de 1985, qui traitait de l'«affaire de Bitburg».

En mai 1985, le chancelier allemand Helmut Kohl invita le président américain Reagan en République fédérale d'Allemagne. Cette visite déclencha des manifestations et des marches pour la paix

⁷ Je n'ai pas retrouvé cette phrase dans l'article paru dans *Die Zeit* : <https://www.zeit.de/1969/30/der-ehrbare-antisemitismus> mais apparemment elle serait dans le tome 7 de ses œuvres (*Aufsätze zur Politik und Zeitgeschichte*, Klett-Cotta, 2005, p. 133), dont la traduction française figure ici : <http://www.juif.org/blogs/13826,l-antisemitisme-honorable-jean-amery-1969.php>. Il existe une excellente présentation de l'œuvre et de la vie d'Améry sur ce site : <https://auschwitz.be/fr/activites/expositions-itinerantes/jean-amery-choisir-son-destin-1912-1978> (NdT).

partout dans le pays, mobilisations dirigées contre l'impérialisme américain et contre la guerre. Des centaines de milliers de personnes manifestèrent et se rassemblèrent. Cependant, lorsque Kohl et Reagan visitèrent un cimetière militaire à Bitburg, lieu qui accueillait aussi les tombes d'un certain nombre de soldats SS, seules quelques centaines d'antifascistes allemands organisèrent une manifestation. L'affaire de Bitburg fut largement évoquée et discutée dans la presse américaine. Cependant, les commentateurs allemands restèrent relativement silencieux.

Selon Postone, le fait qu'un dirigeant allemand rende hommage aux victimes de la Seconde Guerre mondiale dans un cimetière abritant les tombes de leurs bourreaux, quarante ans après la chute du nazisme, ne provoqua ni choc ni indignation. Dans sa lettre ouverte à la gauche ouest-allemande, Postone qualifia de «jour de disgrâce» la visite de Kohl au cimetière de Bitburg (Postone 2005, p. 51). Cette visite passa inaperçue aux yeux de la population allemande, qui se contentait de se réconcilier avec son passé national. La gauche ouest-allemande, en particulier, avait négligé son rôle critique et émancipateur et ignoré ce moment historique. Au lieu de cela, sa lutte contre l'impérialisme et la guerre était devenue un prétexte pour éviter la confrontation avec l'Holocauste (Postone 2005, p. 56).

L'ensemble de la société se débattait encore avec son passé nazi. En 1986/1987, un groupe d'historiens proposa de nouvelles interprétations pour donner à l'Allemagne une nouvelle identité nationale. Dans un article largement débattu, Ernst Nolte soutint qu'il fallait considérer les goulags soviétiques, plutôt qu'Auschwitz, comme l'horreur «originelle», et que le nazisme allemand était une réaction contre le bolchevisme.

Jürgen Habermas accusa Nolte et d'autres intellectuels d'essayer de présenter le nazisme comme une réaction de défense contre le bolchevisme, et de nier la singularité du fascisme allemand. Habermas et Nolte furent les principaux protagonistes d'un débat, connu aujourd'hui sous le nom de *Historikerstreit* («querelle des historiens», cf. *New German Critique* 1998), qui servit de test pour mesurer si le temps était venu de diffuser une interprétation positive de l'histoire allemande.

D'un côté, les commentateurs conservateurs plaidèrent en faveur de la place centrale de l'Allemagne dans la communauté européenne des États-nations, rôle fondé sur une relation déculpabilisée avec son histoire. De l'autre, Habermas et d'autres intellectuels craignaient qu'un tournant conservateur affecte la société allemande et que celle-ci s'éloigne de l'Occident. Pour Habermas, un seul nationalisme allemand permettrait à l'Allemagne de rester attachée aux réalisations de l'Occident et de ne pas oublier la terreur du passé : un patriotisme fondé sur les valeurs constitutionnelles de la République fédérale et sur l'intégration européenne.

Il est important de rappeler ce contexte qui précéda la réunification en Allemagne de l'Ouest car cette situation permit à la critique antideutsch d'émerger. Les Antideutsch voulait perturber cette atmosphère d'«insouciance allemande» et de redécouverte du nationalisme. Pour eux, la commémoration de l'Holocauste et la confrontation avec le passé nazi de l'Allemagne devaient être deux piliers indispensables pour tout projet de gauche. Dans ce cadre, ils s'intéressèrent aux critiques du capitalisme formulées par toutes sortes de théoriciens, de Marx à Adorno et de Foucault à Postone. Ils s'opposèrent au mouvement pacifiste et déclarèrent que les anti-impérialistes étaient leurs ennemis. Et, pendant un court moment, dans les années 1990, ils semblèrent capables de transformer leur campagne antideutsch en un mouvement social visible qui exercerait une forte influence sur les débats au sein de la gauche dans l'Allemagne après la réunification.

«Plus jamais l'Allemagne!»

La chute du mur de Berlin le 9 novembre 1989, la réunification de l'Allemagne le 3 octobre 1990 et la fin du «socialisme réel» furent les principaux événements historiques qui déclenchèrent l'apparition des Antideutsch comme mouvement politique.

Durant les quelques mois précédant la réunification de l'Allemagne et les premières élections générales de l'Etat nouvellement fondé, une vaste campagne antinationaliste s'opposa à l'influence nouvellement acquise de l'Allemagne unifiée comme puissance économique (Mohr et Haunss 2004). Ces militants considéraient que les plans de la réunification allaient aboutir à un coup d'Etat néo-impérialiste ouest-allemand pour conquérir de nouveaux territoires et accroître son influence internationale face à un vide du pouvoir à l'Est. Ils rejetaient l'identification d'une Allemagne réunifiée avec l'Etat allemand de 1871-1933 comme un pas flagrant vers l'établissement d'un Quatrième Reich. Selon eux, ce nouveau Reich ne se construirait pas sur la base de sa puissance militaire ; au contraire, ce géant économique allemand voudrait prendre la tête du projet européen d'intégration. Les courants conservateurs et de droite dans une Allemagne réunifiée risquaient de tenter de renégocier la frontière orientale controversée de l'Allemagne avec la Pologne.

On assistait à l'émergence d'une situation historique nouvelle : quarante-cinq ans après la chute du Troisième Reich et l'occupation de l'Allemagne par les forces alliées, le pays était sur le point de retrouver une position économique hégémonique en Europe. Selon ces militants antinationalistes, tout sentiment de culpabilité avait disparu, et même la conscience que l'Allemagne avait été punie pour ses crimes durant la Seconde Guerre mondiale s'était évaporée. La «nation» allemande avait à nouveau retrouvé une image positive et la notion de fierté nationale allait bientôt remplacer celle de la culpabilité collective. Certains membres de la coalition antinationaliste contre la réunification craignaient que la montée soudaine de l'extrémisme de droite ne conduise à une répétition des événements de 1933.

Même s'il ne s'agissait pas d'un mouvement antideutsch au sens où nous l'entendons aujourd'hui, on peut décrire la campagne contre la réunification comme la première manifestation publique d'un mouvement antideutsch naissant. Cette campagne fut menée par une alliance éphémère (la Gauche radicale, *Radikale Linke*), formée principalement de communistes du *Kommunistischer Bund*⁸, de membres des Verts et de gens travaillant pour le magazine *Konkret*. En mai 1990, à Francfort, plus de cent groupes et organisations se mobilisèrent pour un rassemblement antinationaliste hostile à l'unification, et dont le slogan était «L'Allemagne : plus jamais ça !» Selon les organisateurs, la manifestation mobilisa 20 000 personnes. Une autre marche eut lieu à Berlin, rassemblant 10 000 participants, et une conférence attira 1 500 personnes à Cologne (Hagen 2004 ; Schmid 2004).

Pourtant, cette mobilisation était encore loin de constituer une critique clairement antideutsch de la réunification allemande. Les groupes qui avaient appelé à la manifestation avaient des ambitions et des objectifs politiques pour réussir à former un mouvement homogène. Le fossé était particulièrement net entre les vieilles organisations communistes⁹ et les nouveaux groupes autonomes. Les manifestations et les rassemblements qui suivirent ne purent jamais mobiliser des effectifs aussi importants que ceux des 20 000 participants du rassemblement «Plus jamais l'Allemagne!». Après la réunification, la campagne

⁸ *Kommunistischer Bund* : groupe maoïste, sans doute le plus important (environ 2 500 membres) parmi les groupes « K » (comme le KBW et KPD-ml) dans les années 70. Contrairement aux autres organisations maoïstes, il défendait l'URSS et la RDA et avait des penchants philostaliniens très prononcés. Le KB croyait en la possibilité d'une fascisation progressive de la société et de l'Etat (comme une grande partie de la mouvance maoïste et maoïsante en France ou en Italie d'ailleurs) ; il comparait la politique d'Israël à celle des nazis et se méfiait du rôle de l'Allemagne en Europe. La réunification allemande a fini par précipiter son éclatement et sa disparition. Certains Antideutsch, comme ceux du magazine *Bahamas*, sont d'anciens membres dissidents du KB, et leurs dérives actuelles s'expliquent peut-être aussi par leur trajectoire politique passée (*NdT*).

⁹ Il s'agit pour l'essentiel d'organisations maoïstes ou maoïsantes, les groupes trotskistes étant minuscules (*NdT*).

antinationaliste s'effondra. L'alliance Radikale Linke décida de se dissoudre et beaucoup de ses membres choisirent d'adhérer au Parti socialiste démocratique (PDS) postcommuniste, ou au Parti Vert.

Néanmoins, la consolidation du mouvement antideutsch débuta à ce moment-là. Dans les années qui suivirent la réunification, les Antideutsch commencèrent à se doter d'une identité en tant que mouvement social ; ils formèrent des groupes, publièrent du matériel théorique et politique et se dotèrent de ressources telles que des magazines et des revues. Et ils commencèrent à clarifier et à développer une critique proprement *antideutsch*, distincte de l'agenda de la gauche radicale allemande, et qui lui était souvent diamétralement opposée.

Pendant les premières années du mouvement antideutsch, des articles publiés dans ses magazines et les propos de leurs rédacteurs en chef suscitèrent de nombreuses controverses. Les critiques visaient souvent le mouvement pacifiste et attaquaient un nationalisme et un antisémitisme censés être inhérents à la gauche. De plus en plus, la position *antideutsch* accorda de l'importance à son soutien à l'État d'Israël. Cela se manifesta particulièrement au moment de la deuxième guerre du Golfe en 1990/1991. Après le début de l'opération dirigée par les États-Unis contre l'Irak, Saddam Hussein menaça Israël d'une attaque au gaz. Il s'avéra qu'une grande partie du gaz toxique irakien avait été produite en Allemagne de l'Ouest. Israël ne faisait pas partie de la coalition contre Saddam. Néanmoins, des missiles irakiens furent lancés contre le territoire israélien, bien qu'aucune d'entre eux n'ait été équipé de gaz toxiques.

Le mouvement pacifiste mobilisa des centaines de milliers de personnes pour ses manifestations contre la guerre, conflit soutenu financièrement par le gouvernement chrétien-démocrate allemand. Dans de nombreuses manifestations, les États-Unis furent désignés comme les auteurs d'une agression injuste. Cependant, les positions anti-israéliennes et antisionistes s'exprimèrent également à cette occasion.

A cette époque, c'est le magazine *Konkret* en particulier qui donna la parole aux critiques antideutsch des pacifistes allemands. Eike Geisel, Hermann Gremliza et Wolfgang Pohrt furent les plus virulents. Ils exigèrent que la gauche radicale allemande exprime sa solidarité avec Israël qui était attaqué par l'Irak. Ils furent particulièrement choqués par la possibilité que des missiles irakiens contenant un gaz toxique, de fabrication allemande, puissent atteindre Israël.

Pohrt, par exemple, écrivit : *«Il est incroyable que les survivants d'Auschwitz en Israël, équipés de masques à gaz, soient obligés de se réfugier dans des abris la nuit, en écoutant le son des sirènes d'alarme, alors que les enfants et petits-enfants des tueurs de masse [...] exigent ici non pas que nous défendions les agressés, mais que nous fassions la paix avec leurs agresseurs»* (cité dans Hagen 2004, p. 25).

Leur solidarité avec Israël impliquait le soutien à la guerre contre l'Irak. Cette attitude s'opposait non seulement à celle de la gauche traditionnelle, mais aussi à celle de beaucoup de leurs alliés antinationalistes. Les arguments pour et contre la guerre firent l'objet de vifs débats dans les journaux et les revues d'extrême gauche. Les Antideutsch favorables à la guerre voulurent absolument dénoncer le mouvement pacifiste ; ils soulignèrent ses contradictions internes puisque, en 1945, l'Allemagne avait été libérée du nazisme grâce à des moyens militaires très importants. Ils affirmèrent également que, même si le chancelier Kohl soutenait financièrement la guerre, le mouvement pacifiste devait être considéré comme un partisan du projet national allemand et donc être rejeté comme tel.

Ceux qui se qualifiaient d'Antideutsch venaient souvent des mouvements antinationalistes et antifascistes en Allemagne. L'antifascisme radical avait pris de l'ampleur face à la montée du néonazisme et aux agressions racistes de plus en plus violentes contre des étrangers qui eurent lieu au début des années 1990. La réunification avait déclenché une série d'agressions racistes à l'Ouest comme à l'Est. La banlieue de Rostock-Lichtenhagen fut notamment le théâtre d'une agression xénophobe prolongée contre un foyer de demandeurs d'asile vietnamiens en août 1992. Durant les années qui suivirent l'unification, plus de 135 étrangers furent tués dans des agressions racistes similaires (Mut

gegen rechte Gewalt 1999). Face au ressentiment et à la violence contre les demandeurs d'asile, le gouvernement social-démocrate allemand modifia les lois régissant l'asile, ce qui apparut comme une concession envers l'extrême droite. Pour beaucoup de membres de la gauche, ces agressions et les «réponses» gouvernementales dévoilèrent le consensus raciste qui s'était formé non seulement dans les marges mais aussi dans l'ensemble de la société.

Cependant, une partie du mouvement antifasciste commença à remettre en question cette perspective à un moment où les acteurs étatiques devenaient de plus en plus conscients des activités néonazies et intolérants à leur égard. En 2000, après un incendie criminel très médiatisé contre une synagogue, le gouvernement de coalition rouge-vert mit au point une stratégie de tolérance zéro fondée sur la répression et la surveillance des extrémistes racistes au cours de ce que l'on a surnommé «l'état de l'État et des Antifas» (voir TOP Berlin 2009). Les réseaux organisés et les milieux néonazis furent ciblés, par exemple en interdisant le réseau musical «Blood and Honour» ou en tentant de dissoudre le Parti démocratique national (NPD) d'extrême droite. Le Bundesverfassungsschutz (l'Office de protection fédérale de la Constitution) lança également un vaste programme de surveillance et d'infiltration des organisations d'extrême droite.

D'un côté, pour les groupes antifascistes révolutionnaires, il devint de plus en plus difficile de prétendre que l'État faisait partie du consensus raciste. De l'autre, l'État fit appel à d'anciens, et de nouveaux, acteurs de la société civile pour mettre en œuvre des programmes de réinsertion sociale des racistes et des nazis. Alors que la résurgence des agressions racistes après 1989 suscitait finalement la conjonction des efforts de la police et d'associations de la société civile, la critique antideutsch se développa comme un courant théorique opposé aux convergences informelles d'intérêts entre l'Etat et les antifascistes.

Pratiquement, dans un premier temps, les Antideutsch continuèrent à opérer au sein de la mouvance antifasciste, en particulier dans le milieu étudiant, et à se mobiliser à l'intérieur de ces rangs. Cependant, ils abandonnèrent finalement l'antifascisme révolutionnaire au profit d'une critique de l'«organisme national¹⁰» ou de la nation allemande comme unité idéologique.

Retour à la nation ?

L'un des débats les plus controversés sur l'antisémitisme dans l'Allemagne réunifiée (et même dans d'autres pays) fut déclenché par la publication en 1996 du livre de Daniel Goldhagen *Les Bourreaux volontaires de Hitler* (Seuil 1997). Ce livre fut un best-seller et eut un impact qui dépassa largement le public universitaire (Elsässer et Markovits 1999 ; Künzel et al. 1997 ; Schoeps 1996 ; pour une critique de la thèse de Goldhagen, on lira par exemple Eley 2000¹¹). Dans cet ouvrage Goldhagen affirmait que l'Holocauste était le résultat essentiel et inévitable de l'idéologie nationale-socialiste. Selon lui, le judéocide était inséparable du national-socialisme allemand et n'aurait pu se produire qu'en Allemagne. Pour Goldhagen, ce fut la nature particulière de l'antisémitisme allemand – partagé par une grande majorité de la population – qui conduisit à Auschwitz et au meurtre systématique de six millions de Juifs. Son étude se concentrait sur les artisans de l'Holocauste et l'implication des «Allemands ordinaires» (Goldhagen 1996, p. 4). Il contestait l'affirmation selon laquelle l'ensemble de la population allemande n'avait pas participé aux atrocités commises et n'en avait pas eu connaissance. Les citoyens du Reich, expliquait-il, n'étaient pas obligés d'obéir aux ordres de tuer, et ils n'étaient pas punis s'ils s'y refusaient.

Goldhagen considérait que les citoyens allemands ordinaires avaient joui d'une certaine «*autonomie morale*» (*ibid.*). L'Holocauste ne devait donc pas être compris comme un programme secret

¹⁰ *Volkskörper*, littéralement le «corps [présupposé sain] du peuple» allemand, au sens racial et nazi, *NdT.*

¹¹ Cf. en français, sur le site Persée, «La Shoah, les historiens et l'usage public de l'Histoire. À propos de l'affaire Daniel Jonah Goldhagen» d'Enzo Traverso, *L'Homme et la société*, 1997, n° 125.

d'extermination, mais plutôt comme un «*projet national allemand*» (*ibid.*, p. 11). Comme l'écrivait Goldhagen, «*les "Allemands" est le nom propre général le plus approprié, voire le seul approprié pour désigner ceux qui ont perpétré l'Holocauste*» (*ibid.*, p. 6 ; souligné dans l'original). Cet accent mis sur les Allemands en tant que criminels remit la nationalité allemande et l'essentialisme national au centre des débats sur l'Holocauste : «*à savoir pas d'Allemands, pas d'Holocauste*» (*ibid.*).

Les débats théoriques autour du travail de Goldhagen furent symptomatiques d'une évolution plus large du mouvement antideutsch de l'époque vers davantage de radicalisme, de provocation et d'essentialisme national (Brym 2006 ; Hanloser 2004a ; Kurz 2003). Si ce n'est certainement pas le cas pour l'ensemble du mouvement, les Antideutsch les plus intransigeants ou *hardcore* en vinrent à dominer la scène politique de gauche avec leurs propositions politiques et les controverses qu'elles déclenchaient.

Les débats qui suivirent la guerre du Kosovo de 1999 le montrèrent clairement. La République fédérale avait alors un nouveau gouvernement «rouge-vert», résultant d'une coalition entre les sociaux-démocrates et les Verts. Durant la guerre contre la Serbie de Milosevic, le ministre des Affaires étrangères des Verts, Joschka Fischer, ordonna le premier déploiement de troupes allemandes depuis 1945. Cette décision fut justifiée en invoquant le devoir historique d'empêcher un autre Auschwitz. La Serbie, expliqua-t-on, avait commis un génocide et un nettoyage ethnique.

La gauche radicale allemande s'opposa de façon unanime à la guerre. Cependant, les différences entre les Antideutsch et leurs alliés antinationalistes se manifestèrent rapidement. Les Antideutsch soutenaient que l'effort de guerre allemand au Kosovo était essentiellement une guerre contre le nationalisme serbe. Par conséquent, ils considéraient l'antinationalisme comme un cache-sexe de la politique étrangère allemande. Ils soutenaient que l'antinationalisme justifiait désormais une guerre allemande contre un pays souverain et que les antinationalistes étaient passés de la position «Plus jamais de guerre» à la position «Plus jamais de guerre sans nous» (Elsässer 1999). Alors que les opposants antinationalistes contre la guerre critiquaient les nationalismes allemand et serbe, les Antideutsch prétendaient que les deux nationalismes n'étaient pas identiques. La gauche devait s'abstenir de critiquer les actions de Milosevic en ce moment précis et exprimer son entière solidarité et son soutien à la Serbie. La guerre du Kosovo était une guerre allemande, résultant en partie de la politique étrangère allemande en Yougoslavie. Du point de vue antideutsch, les Etats-Unis ne faisaient que suivre l'exemple de l'Allemagne en attaquant la Serbie. Suite à cette position des Antideutsch à propos de la guerre du Kosovo, les antinationalistes prirent de plus en plus leurs distances avec les Antideutsch. Peu à peu, les «partisans de la ligne dure» dans la mouvance antideutsch perdirent leurs alliés de gauche, se situant dans une opposition frontale avec les pacifistes, les altermondialistes et les anti-nationalistes.

Le fossé entre les Antideutsch, d'un côté, et le reste de la gauche, de l'autre, se creusa considérablement à partir de 2000, lorsque les positions des Antideutsch sur la seconde Intifada, le 11 septembre et la guerre en Irak devinrent totalement incompatibles avec celles de la gauche radicale et que les confrontations internes se multiplièrent.

En faisant de leur soutien à Israël une ligne de clivage essentielle, les Antideutsch durcirent leurs critiques contre la gauche. Face à l'augmentation du nombre des attentats-suicides et des tirs de roquettes contre Israël pendant la deuxième Intifada, les Antideutsch exigèrent de la gauche allemande qu'elle soit solidaire avec l'Etat d'Israël et ils jugèrent que leurs demandes n'avaient pas été entendues. En conséquence, ils dénoncèrent l'existence d'un front uni, d'une «Internationale antisémite», derrière la condamnation par la gauche de la politique de colonisation israélienne et le soutien à l'autodétermination du peuple palestinien.

Pour les Antideutsch, on assistait au retour de la rhétorique et de l'idéologie nationalistes d'avant 1945 : l'antisémitisme allemand s'était transformé en un mélange d'antisionisme et d'antiaméricanisme. De plus, ils soulignaient une exacerbation de l'antisémitisme islamique, qu'ils considéraient comme la

plus grande menace pour l'État d'Israël à l'heure actuelle. Certains groupes antideutsch allèrent jusqu'à rendre responsable l'immigration musulmane en Allemagne du retour d'un prétendu consensus antisémite dans la société allemande.

Depuis la fin des années 1990, les tendances pro-israéliennes parmi les communistes antideutsch sont également devenues très visibles dans les rues. Les Antideutsch ont suscité de nombreuses controverses parce qu'ils brandissent certains drapeaux nationaux lors des manifestations antifascistes et des commémorations de l'Holocauste. Ils utilisent fréquemment le drapeau israélien durant leurs actions et leurs manifestations contre les processions et les rassemblements des néonazis en Allemagne. Selon eux, l'existence de l'État d'Israël rappelle aux extrémistes de droite que Hitler n'a pas réussi à exterminer tous les Juifs.

De plus, les Antideutsch arborent les drapeaux nationaux des pays alliés pendant la Seconde Guerre mondiale – ceux de la France, de la Grande-Bretagne, des États-Unis et de l'Union soviétique – lors de nombreux services commémoratifs sur l'Holocauste. L'anniversaire des bombardements britanniques contre Dresde en février 1945 est devenu un événement spécial dans le calendrier militant des Antideutsch. Ils célèbrent alors la libération de l'Allemagne par les forces alliées, tandis que pour les néo-nazis, il s'agit d'un jour de deuil. Cependant, le déploiement de ces drapeaux nationaux représente une provocation non seulement pour les néonazis, mais aussi pour les antinationalistes du mouvement antifasciste, et certainement pour les anti-impérialistes et les pacifistes de gauche.

Les attentats du 11 septembre n'ont fait que durcir la position des Antideutsch. Depuis lors, les idées exprimées dans *Bahamas*, en particulier, ont commencé à s'éloigner d'une critique du nationalisme allemand pour s'orienter vers la notion d'islamo-fascisme ou de «national-socialisme islamique». De ce point de vue également, «*toute critique de l'État d'Israël est antisémite*» (Bruhn 2003). La position pro-Israël, pro-américaine et anti-islamique de nombreux Antideutsch ne peut être comprise sans étudier la relation entre la critique des Antideutsch et le processus des Lumières.

La solidarité avec Israël ne représente pas ici une identification à un État-nation, mais un acte qui découle d'un raisonnement des Lumières, dont le but ultime est une société communiste sans classes et sans État. Défendant les valeurs occidentales contre la «terreur islamique», les Antideutsch considèrent les Lumières comme un projet inachevé, le capitalisme représentant une étape temporaire entre la théocratie et le communisme. D'où la célèbre phrase des Antideutsch : «*Israël est la tentative armée des Juifs d'atteindre le communisme vivants*» (Initiative Sozialistisches Forum 2002). Une révolution communiste n'est cependant pas possible tant que la théocratie n'a pas été abolie. Dans ce domaine, les États-Unis jouent un rôle de premier plan avec leur guerre contre le terrorisme et l'intégrisme islamique. Le fait que les politiques américaines soient motivées par leurs intérêts [économiques et géostratégiques] ne change rien à leur utilité dans le processus de développement des Lumières. À bien des égards, l'Amérique a assumé ce rôle en concurrence avec la République française. À l'origine, la France et la Révolution française étaient considérées comme des tentatives révolutionnaires bourgeoises pour faire avancer la cause des Lumières, et en tant que telles étaient soutenues par les Antideutsch. Désormais, ils considèrent l'État d'Israël d'un point de vue similaire.

Selon certains Antideutsch, le sionisme serait le dernier projet révolutionnaire bourgeois des Lumières. Plus que cela, ce serait un projet d'émancipation juive. Certains Antideutsch comparent le rôle du sionisme contemporain à celui du jacobinisme français. Par conséquent, ils dénoncent toute critique à l'égard d'Israël non seulement comme antisémite, mais comme réactionnaire. Plutôt que d'être un avant-poste impérialiste sur les terres arabes, les Antideutsch voient en Israël un refuge émancipateur pour les survivants juifs de l'Holocauste, leurs enfants et leurs petits-enfants. Si, à long terme, Israël devra être aboli comme n'importe quel autre État, aujourd'hui, les Antideutsch *hardcore* appellent à une «solidarité inconditionnelle avec Israël».

La réaction de certains Antideutsch face au 11 septembre a également mis à rude épreuve la tolérance de la gauche radicale allemande à leur égard – et y a même mis fin. En effet, après les attentats de 2001, les Antideutsch affirmèrent que la guerre menée par les Etats-Unis contre l'Irak était de nature «antifasciste», parce qu'elle répondait directement aux attaques «antisémites» contre les Twin Towers. Une telle position ne fut plus jugée acceptable par la majorité des milieux de gauche, qu'il s'agisse des publications, des sites Internet, des manifestations ou des centres sociaux.

L'hébergeur du magazine *Bahamas*, par exemple, ferma son espace Web et cette publication fut retirée de la plupart des librairies de la gauche radicale. De plus en plus, les groupes antideutsch furent empêchés d'assister aux manifestations et aux rassemblements antifascistes. Les Antideutsch «purs et durs» prirent alors l'islam politique pour cible. Selon eux, les attentats du 11 septembre 2001 illustraient le pouvoir destructeur du mouvement islamique, et la «guerre contre le terrorisme» était donc la bienvenue. Face au refus de la gauche radicale d'approuver les guerres en Afghanistan et en Irak, les Antideutsch finirent eux-mêmes par rompre avec la gauche allemande, qu'ils considéraient désormais comme l'avant-garde d'une réaction nationaliste «völkish¹²» (raciste) contre Israël et les Etats-Unis : «*Si l'on est un partisan sérieux du communisme, on doit reconnaître que la libération et l'émancipation [de l'humanité] ne peuvent être réalisées que contre la gauche [antisémitisme], jamais avec elle*» (*Bahamas*, cité dans Wetzel 2004, p. 117).

L'adoption de la politique de l'identité (*identity politics*¹³)

Les Antideutsch prirent consciemment une direction différente : désormais, ils se considéraient davantage comme des critiques de l'idéologie [*ideologiekritisch*] que des critiques du capitalisme. Cependant, Robert Kurz (2003) a tout à fait raison lorsqu'il tente de définir la base idéologique du mouvement antideutsch. Alors que l'essentialisme national de leur solidarité avec Israël pourrait être rejeté comme stratégique, Kurz souligne que la pensée antideutsch s'aligne théoriquement sur l'analyse même qu'elle tente de dépasser. Kurz est l'un des plus critiques les plus acérés de ce qu'il appelle «l'idéologie antideutsch» : selon lui, cette idéologie reste une réponse inadéquate à ce qu'il appelle «le marxisme du mouvement ouvrier» [*Arbeiterbewegungsmarxismus*]. Il dépeint la lutte des classes comme une lutte immanente au système et préfère se concentrer sur une analyse de la forme fétiche du capital et de sa crise. Alors que les Antideutsch rejettent, comme lui, le Travail comme sujet révolutionnaire (d'après leur lecture de la théorie de l'Ecole de Francfort), selon Kurz, ils promeuvent une analyse ontologique de la raison et de la civilisation au lieu de s'intéresser à la crise capitaliste. Plutôt qu'une révolution, le «communisme» antideutsch prône une simple défense de la «civilisation bourgeoise» (Kurz 2003, p. 63). Kurz critique également la gauche traditionnelle et son incapacité à comprendre la relation entre le nazisme et le capitalisme. Le mouvement antideutsch exploite ce manque de clarté autant qu'il exploite Auschwitz pour défendre le «sujet bourgeois» et pour découpler l'Holocauste du développement historique de la modernité.

Pour Kurz, l'idéologie antideutsch puise dans les «discours bourgeois» (Kurz 2003, p. 11) ; elle repose sur une «logique dichotomique» d'un affrontement entre la «barbarie» et les «Lumières» ; or cette logique n'est pas structurellement différente de celle de l'anti-impérialisme avec lequel elle essaie de prendre ses distances. L'idéologie antideutsch perpétue la conception binaire de l'opposition entre

¹² Le mouvement «völkish», au XIX^e siècle, prônait une unité du peuple allemand fondée sur l'appartenance à la même race et au même sang. Les nazis puisèrent dans l'idéologie de leurs prédécesseurs «nationalistes-racistes» une bonne partie de leurs «concepts» (*NdT*).

¹³ «Politique de l'identité» est une traduction politiquement neutre. Pour ma part, je préfère «politique identitaire» ou «identitarisme», mais l'expression est alors plus polémique (*NdT*).

anti-modernité et modernité et la projette de nouveau au niveau des États et des nations (par exemple, la Palestine contre Israël, l'Europe contre l'Amérique).

Il est intéressant de noter que la critique antideutsch de l'idéologie ne se limite pas au nationalisme allemand et à l'islam politique, mais s'applique également au processus d'édification de la nation européenne. Cependant, lorsque des Antideutsch *hardcore* appellent à s'opposer à l'intégration européenne – comme lors d'une manifestation à Hambourg en 2004 –, il ne s'agit plus alors d'une critique du nationalisme. En réalité, ils entretiennent une relation positive avec certains États-nations qu'ils considèrent comme le rempart de la civilisation contre la barbarie. Le modèle anglo-saxon est vanté comme le seul moyen de prévenir une résurgence de l'antisémitisme européen. Dans le cadre de la manifestation de Hambourg, soutenue par plus d'une vingtaine de groupes antifascistes et communistes de la mouvance antideutsch, cela se traduit par l'appel : «*Montrez vos couleurs ! – pour Israël, contre la vieille Europe*» (Bahamas 2004).

Dans la version originale allemande de l'appel, cette expression avait une double signification, puisqu'elle signifiait également «*Brandissez vos drapeaux !*». Il était désormais clair que les Antideutsch encourageaient le déploiement des drapeaux nationaux d'Israël et des pays anglo-saxons. Lors de la manifestation, un orateur précisa également le lien entre la position favorable à Israël défendue par les Antideutsch et leur «antifascisme» : «*Nous avons des objectifs, communs ; nous rejetons les tendances antimodernes et collectivistes, et la défense des Lumières est notre tâche permanente ; par conséquent, une coalition avec Israël est dans notre intérêt.*» (Bahamas, 2004.)

Ainsi, la solidarité de gauche vis-à-vis d'Israël, alors qu'elle recouvrait un mouvement beaucoup plus large que celui des Antideutsch, devint pour ces derniers un point d'identification et de clivage. En effet, contrairement à ce qu'ils prétendent, leur défense de l'État juif s'inspire d'une politique de l'identité. Paradoxalement, le discours antideutsch traite le «peuple» (celui d'Israël et les Juifs, mais aussi l'Allemagne et les États-Unis) comme une masse homogène – attitude que les Antideutsch reprochent justement à la gauche anti-impérialiste. Ils gommant toutes les différences et les divisions de classe, ainsi que les divisions politiques au sein de ces sociétés. Ils évoquent «les Juifs» comme s'ils incarnaient une philosophie de la libération à travers leur existence même en tant que «nation» au Moyen-Orient.

Le drapeau de l'État d'Israël revêt ici une importance particulière dans ce recours à la politique de l'identité. Symbole d'«antifascisme concret», il incarne aussi le signe de «valeurs progressistes». Comme le montre Gerhard Hanloser, les Antideutsch utilisent les emblèmes nationaux israéliens et américains comme des symboles «de gauche» : «*Les drapeaux israéliens dans les manifestations antifascistes, écrit un groupe antideutsch, sont évidents. Ils ne doivent pas seulement être acceptés, ce qui signifierait encore qu'ils doivent être défendus, mais il faut qu'ils y soient les bienvenus*» (cité dans Hanloser 2004b, p. 201). Un autre groupe défend la position antideutsch «en faveur des Lumières» : «*C'est notre sale boulot de combattre la triple misère de l'Europe, misère qui a trois dimensions : anti-occidentale, antimoderne et antisémite. Nous pouvons utiliser un certain nombre de moyens pour y parvenir. L'un d'eux est le drapeau israélien*» (ibid.).

La «solidarité inconditionnelle avec Israël» des Antideutsch se nourrit de sa rivalité avec la mouvance anti-impérialiste, pro-palestinienne. Les Antideutsch dénoncent les tendances anti-intellectuelles et antisémites latentes de ces courants, et le fait qu'ils sont coincés dans l'idéologie marxiste-léniniste, idéologie qu'avaient critiquée Adorno et l'École de Francfort. Suivant la logique d'Adorno, les Antideutsch condamnent un «anticapitalisme romantique» et anti-impérialiste, qui se range du côté de la collectivité des opprimés, quel que soit son cadre idéologique. Ils soutiennent que l'idéologie anti-impérialiste, partagée à la fois par les mouvements arabes de libération nationale et la gauche allemande, repose sur une critique à courte vue du capitalisme qui dénonce le capital financier, «juif et rapace», tout en défendant l'idée d'une forme moins mauvaise de capital productif lié au mouvement ouvrier. Du

point de vue des Antideutsch, ceux qui associent historiquement les Juifs à la sphère de la circulation défendent une position analogue à celle du programme nazi d'expropriation des financiers juifs.

Des accusations similaires ont été portées plus récemment contre les mouvements altermondialistes¹⁴. La «coalition idéologique» qui rassemble, selon eux, des partis communistes, des mouvements de libération nationale, des altermondialistes et des gouvernements socialistes d'Amérique latine est ainsi décrite par les Antideutsch comme une «Internationale antisémite».

L'accent mis sur la permanence de la pensée nazie dans la société bourgeoise, ainsi que dans les mouvements politiques qui la combattent, entraîne une fixation sur l'Allemagne, analysée de manière ahistorique. En tant que telle, l'idéologie Antideutsch confond (ou met sur le même plan) l'Allemagne de Kohl, Schröder et Merkel et celle d'Hitler. Au lendemain des guerres du Golfe, les Antideutsch incluait également dans cette «coalition idéologique» l'Irak de Saddam Hussein, ce qui engendra des polémiques violentes pour lesquelles les Antideutsch sont désormais tristement célèbres. On a quasiment l'impression qu'ils veulent terrasser le Troisième Reich à titre posthume.

En ce qui concerne notre discussion jusqu'à présent, la dichotomie modernité *versus* anti-modernité a précisément été fabriquée par les Antideutsch. Ils considèrent que la gauche anti-impérialiste, l'islamisme et le nazisme sont unis dans leur opposition à la modernité. Et que ce mouvement anti-moderne défend une culture de la barbarie. Ils estiment devoir donc défendre les acquis de la civilisation moderne et des Lumières.

Ainsi, dans leurs relations avec la gauche allemande, les Antideutsch *hardcore* refusent souvent d'entrer dans des discussions théoriques, et se contentent de dénonciations polémiques. Ce choix les conduit notamment à accuser toute personne qui ne partage pas une vision positive de la civilisation occidentale d'être antisémite ou de défendre des idées nazies. Après les attentats terroristes du 11 septembre 2001, ce point de vue se confirma pour les Antideutsch puisqu'ils jugèrent que la gauche n'avait pas vraiment réagi face à ces meurtres de masse : ils projetèrent leur modèle révolutionnaire de civilisation sur «l'Axe du bien», principalement les États-Unis et Israël. Les antifascistes antideutsch ont ainsi adopté Auschwitz non pas comme point de départ d'une critique des rapports capitalistes comme l'avaient fait Horkheimer et Adorno, mais comme un moyen de légitimer l'idéologie des Lumières et la guerre mondiale contre la terreur.

L'idéologie antideutsch tend donc à assimiler le capitalisme à la civilisation et au progrès, c'est pourquoi le magazine *Bahamas* appelle ses lecteurs à se mobiliser pour «*la défense de la civilisation*» (*Bahamas* 2001). Les rédacteurs de *Bahamas* évoquent une «*barbarie antérieure à la civilisation*» qu'ils juxtaposent à la «*civilisation réellement existante*» de l'ère capitaliste moderne (*ibid.*). Incarnation ultime de la barbarie, l'Allemagne ne serait combattue que par ses opposants «antifascistes» contemporains : les États-Unis et Israël.

Comme l'a écrit un groupe antideutsch peu après le 11 septembre : «[Les antisémites et ceux qui rationalisent leurs croyances] voient les États-Unis comme une contre-image qui résume tout ce qui est resté irréalisable et est donc détesté : le cosmopolitisme, la promesse du bonheur individuel et la richesse matérielle» (Antideutsch Gruppe Wuppertal, 2001).

Les discours des Antideutsch combinent la défense de la civilisation occidentale avec la possibilité historique d'un mouvement vers le communisme : «*pour la civilisation - pour le communisme !*» (*ibid.*). En même temps cependant, les Antideutsch autour de l'Initiative Sozialistisches Forum et du magazine *Bahamas* ont abandonné la critique du capitalisme moderne pour une critique de l'idéologie allemande, en se concentrant entièrement sur l'Holocauste et le nazisme. L'Initiative Sozialistisches Forum soutient

¹⁴ Cf. l'article de Gerhard Hanloser «ATTAC, la critique de la mondialisation et l'«antisémitisme structurel»», bientôt disponible en français sur les sites mondialisme.org et npnf.eu (*NdT*).

que l'antisémitisme est une composante nécessaire de la société capitaliste bourgeoise, une sorte de «fausse conscience immanente» de ses membres (cité dans Kurz 2003, p. 19).

Comme l'écrit Kurz (2003, p. 30), les Antideutsch ont ainsi remplacé une critique de la nation et du nationalisme par une critique de la spécificité de l'Allemagne (mais aussi de l'islam et du tiers monde). Au lieu de considérer l'«idéologie allemande» comme une manifestation historique spécifique de la modernité, écrit Kurz, les Antideutsch ont développé une critique ahistorique et isolée des Allemands.

De manière typiquement polémique, l'Initiative Sozialistisches Forum a donc déclaré que l'Allemagne devait être comprise comme «*la société qui ne peut trouver son unité et son identité intérieures que dans l'anéantissement et le meurtre de masse*» (Initiative Sozialistisches Forum 2001).

Conclusions

La gauche balaie facilement la critique antideutsch en la présentant comme la manifestation d'un complexe de culpabilité des antifascistes allemands ou d'une obsession par rapport à Auschwitz. Les accusations d'antisémitisme, de nationalisme ou même de nazisme lancées par les Antideutsch contre la gauche sont généralement rejetées avec colère, ou traitées comme une fixation liée à une forme de «politique de l'identité». Il y a une part de vérité dans cette dernière critique, comme l'a montré Robert Kurz.

Néanmoins, pour comprendre comment la critique antideutsch de l'idéologie est devenue elle-même idéologique, il faut la situer dans le développement de la pensée de la gauche radicale allemande, et dans le contexte spécifique d'une gauche extra-parlementaire qui a dû faire face à la réunification et à un renouveau du nationalisme. Les Antideutsch n'ont pas surgi brusquement dans un vide de la gauche allemande, mais ils sont la conséquence directe de ce courant.

Une grande partie de la pensée antideutsch a atteint un niveau élevé de sophistication théorique en s'appuyant la Théorie critique marxienne et l'Ecole de Francfort. Elle s'est également inspirée des critiques élaborées contre les groupes anti-impérialistes et ceux qui ont prôné la lutte armée en Allemagne, ce qui a amené les Antideutsch à rejeter leur militantisme antisioniste et anti-intellectuel.

Cependant, ce n'est qu'à la suite de l'unification allemande et de la montée de la xénophobie et de la résurgence de l'antisémitisme que s'est développée une analyse politique cohérente qui a pu consolider les Antideutsch en tant que partie significative du mouvement antifasciste allemand. Pour de nombreux antifascistes à l'époque, cette vague réactionnaire ne se limitait pas à des secteurs marginaux de l'extrême droite et de la société allemande : elle était considérée comme un élément à part entière de l'idéologie de la bourgeoisie allemande. C'est dans ce contexte qu'a eu lieu la radicalisation – et la perversion ultérieure – de la pensée antideutsch.

En décrivant dans cet article comment la pensée antideutsch est revenue à une notion essentialiste de la nation, et l'a parfois quasiment transformée en une sorte de matérialisme antimusulmans, j'ai cherché à tracer la ligne de démarcation qui sépare les courants antinationalistes des courants antideutsch *hardcore*.

Je suis conscient d'avoir présenté les Antideutsch comme un courant très textuel et théorique plutôt que comme un mouvement social. J'ai souhaité contrecarrer en partie la fascination des journalistes et des militants face à la présence [spectaculaire] des Antideutsch dans les rues, à leurs slogans et aux drapeaux nationaux qu'ils brandissent. Mais si l'on veut opérer une distinction plus fine que celle entre les Antideutsch *hardcore* et *softcore*, il faudrait souligner le décalage qui se manifeste entre leur anti-collectivisme théorique et leur «praxis» en tant que mouvement social.

D'une part, le «communisme» antideutsch se distingue par sa sophistication intellectuelle et son abstraction, surtout lorsqu'il se présente comme une théorie critique, c'est-à-dire comme une négation du soutien aux mouvements de libération nationale et de l'action collective. Du point de vue de *Bahamas* ou de l'Initiative Sozialistisches Forum, par exemple, la force collective est devenue synonyme

de fascisme, et la volonté de pouvoir collective de la foule allemande est devenue le véritable responsable d'Auschwitz. Pour eux, Israël et l'Amérique incarnent des Lumières révolutionnaires qui sont les seules à pouvoir défendre l'individu contre le nationalisme.

D'un autre côté, l'idéologie antideutsch a également pris la forme d'un mouvement de protestation, qui a inévitablement dû définir des politiques concrètes, pratiques. C'est là où l'idéologie antideutsch a atteint des sommets d'absurdité. Ils ont lancé des avions en papier sur les habitants de Dresde pour que ceux-ci se souviennent des raids aériens alliés de 1945 sur la ville ; ces avions en papier étaient censés symboliser une force aérienne «antifasciste» pendant qu'ils chantaient «Bombardiers Harris – remettez ça !»

Les drapeaux israéliens symbolisent une alliance «en faveur de la civilisation»– alliance conclue entre communistes antideutsch et conservateurs israéliens. Les appels belliqueux à des frappes aériennes américaines contre l'Iran visent apparemment à créer les conditions préalables à l'instauration d'une civilisation favorable au communisme. En employant des signes inversés, l'idéologie antideutsch a fini par soutenir elle-même les croyances idéologiques qu'elle avait commencé à critiquer.

Diverses analyses du phénomène antideutsch tel qu'il apparaît dans l'espace public ont eu tendance à spéculer sur son évolution, en prédisant généralement un rapprochement avec la politique conservatrice ou néolibérale et sa disparition de la scène de la gauche radicale.

Les Antideutsch purs et durs de la revue *Bahamas*, quant à eux, semblent avoir tiré les conclusions logiques de l'impossibilité de combiner leur version de la Théorie critique avec une action pratique et collective. Dans leur appel pour une conférence récente, les rédacteurs de *Bahamas* ont pris leurs distances avec le label antideutsch précisément parce qu'il a pu donner l'impression que la gauche allemande avait voulu tirer une fois encore des leçons d'Auschwitz : «*La conférence [...] ne se dit pas explicitement antideutsch et les organisateurs renoncent à exprimer une solidarité pratique avec Israël*» (*Bahamas* 2009).

Raphael Schlembach

[Cet article est paru dans la revue *Interface : a journal for and about social movements*, volume 2 (2) en novembre 2010.)

Bibliographie

Jean Améry, 1969, «Der ehrbare Antisemitismus», *Die Zeit*, 25 Septembre 1969, <http://www.trend.infopartisan.net/trd0302/t070302.html> (05/ 05/ 09)

Jean Améry, 1980, *Par-delà le crime et le châtime*nt. *Essai pour surmonter l'insurmontable* (traduction française, Actes Sud, 1995)

Autonome L.U.P.U.S.-Gruppe (dir.), 2001, *Die Hunde bellen... Von A – RZ: Eine Zeitreise durch die 68er Revolte und die militanten Kämpfe der 70er bis 90er Jahre*, Unrast

Bahamas, 2001, «Zur Verteidigung der Zivilisation: Gegen die deutsche 'Friedenssehnsucht' und ihre schriftstellernden Apologeten», <http://www.redaktion-Bahamas.org/aktuell/friedenssehnsucht.htm> (30/ 04/ 09)

Bahamas, 2004, «Flagge zeigen!», <http://www.redaktionBahamas.org/aktuell/Reden24-4-04HH.htm#i1> (30/ 04/ 09)

Bahamas, 2009, «Die Sehnsucht nach dem Ausnahmezustand», <http://www.redaktion-Bahamas.org/aktuell/konferenz-28-2-09-text.htm> (09/ 05/ 09)

Joachim Bruhn, 2003, «Jede Kritik am Staat Israel ist antisemitisch», <http://www.antifa-duisburg.de/interviewjochen.htm> (18/ 02/ 09)

Max Brym, 2003, «Die Antideutschn: ein deutsches Phänomen», *trend onlinezeitung* 09/ 03, <http://>

- [/www.nadeshda.org/foren/cl.weltanschauung.sozialismus/p56s56a20.html](http://www.nadeshda.org/foren/cl.weltanschauung.sozialismus/p56s56a20.html), (18/ 02/ 09)
- Geoff Eley, (dir.) 2000, *The 'Goldhagen Effect': History, Memory, Nazism - Facing the German Past*, University of Michigan Press
- Jürgen Elsässer, (dir.) 1999, *Nie wieder Krieg ohne uns: das Kosovo und die neue deutsche Geopolitik*, KVV Konkret
- Jürgen Elsässer et Andrei S. Markovits (dir.), 1999, *Die Fratze der eigenen Geschichte: von der Goldhagen-Debatte zum Jugoslawien-Krieg*, Elefanten Press
- Simon Erlanger, 2009, «'The Anti-Germans': The Pro-Israel German Left», *Jewish Political Studies Review* n° 21, printemps 2009
- Eike Geisel, 1998, *Triumph des guten Willens. Gute Nazis und selbsternannte Opfer. Die Nationalisierung der Erinnerung*, Tiamat
- Eike Geisel, 1992, *Die Banalität der Guten: Deutsche Seelenwanderungen*, Tiamat
- Eike Geisel, 1984, *Lastenausgleich, Umschuldung: Die Wiedergutwerdung der Deutschen*, Tiamat
- Daniel Goldhagen, 1996, *Les Bourreaux volontaires de Hitler* (traduction française, Seuil 1997).
- Stephan Grigat, 2005, «Communism, Anti-German criticism and Israel» (Interview with J. Misera) <http://www.cafecritique.priv.at/interviewIN.html> (01/ 03/ 09)
- Patrick Hagen, 2004, «Die Antideutsch und die Debatte der Linken über Israel», *Magisterarbeit*, Universität zu Köln, <http://www.politik.unikoeln.de/jaeger/downloads/hagen.pdf> (06/ 03/ 09)
- Gerhard Hanloser (dir.) 2004a. «*Sie warn die Antideutschsten der deutschen Linken*»: *Zu Geschichte, Kritik und Zukunft antideutschr Politik*, Unrast
- Gerhard Hanloser, 2004b, «Bundesrepublikanischer Linksradikalismus und Israel», pp. 171-210 in «*Sie warn die Antideutschsten der deutschen Linken*»: *Zu Geschichte, Kritik und Zukunft antideutschr Politik*, sous la direction de Gerhard Hanloser, Unrast
- Initiative Sozialistisches Forum, 2001, «Kritik der deutschen Ideologie, in *Flugschriften: Gegen Deutschland und andere Scheußlichkeiten*, ça-ira Verlag, http://www.isf-freiburg.org/verlag/leseproben/isf-flugschriften_lp1.html (30/ 04/ 09)
- Initiative Sozialistisches Forum, 2002, «Der Kommunismus und Israel», <http://www.isf-freiburg.org/isf/beitraege/isf-kommunismus.israel.html> (06/ 05/ 09)
- Matthias Künzel et al., 1997, *Goldhagen und die deutsche Linke: die Gegenwart des Holocaust*, Elefanten Press
- Robert Kurz, 2003, *Die antideutsch Ideologie. Vom Antifaschismus zum Krisenimperialismus: Kritik des neuesten linksdeutschen Sektenwesens in seinen*
- Markus Mohr et Sebastian Haunss, 2004, «Die Autonomen und die Antideutsch Frage», pp. 65-86 in «*Sie warn die Antideutschsten der deutschen Linken*»: *Zu Geschichte, Kritik und Zukunft antideutschr Politik*, sous la direction de Gerhard Hanloser, Unrast Verlag
- Mut gegen rechte Gewalt, 1999, «Chronik der Gewalt», <http://www.mut-gegenrechte-gewalt.de/news/chronik-der-gewalt/todesopfer/> (06/ 05/ 09)
- D.G. Myers, 2002 «Jean Améry: A Biographical Introduction», in *Holocaust Literature: An Encyclopedia of Writers and Their Work*, dirigé par S.L. Kremer, Routledge, <http://www-english.tamu.edu/pers/fac/myers/amery.html> (05/ 05/ 09)
- New German Critique*, 1988, «Special Issue on the Historikerstreit», *New German Critique* n° 44
- Wolfgang Pohrt, 1984, *Kreisverkehr, Wendepunkt: Über die Wechseljahre der Nation und die Linke im Widerstreit der Gefühle*, Tiamat
- Wolfgang Pohrt, 1982, *Endstation: Über die Wiedergeburt der Nation*, Rotbuch
- Moishe Postone, 2005, «Bitburg, 5. Mai 1985 und danach: ein Brief an die westdeutsche Linke», pp. 51-8 in *Deutschland, die Linke und der Holocaust: Politische Interventionen*, sous la direction de Moïshe Postone. ça ira Verlag

Volker Radke, 2004, «Anti-German for Beginners», [http:// volkerradke.looplab.org/ sonderwegen.html#z](http://volkerradke.looplab.org/sonderwegen.html#z) (24/ 01/ 09)

Revolutionäre Zellen, 1991, «Gerd Albartus ist tot.» In *Früchte des Zorns: Texte und Materialien zur Geschichte der Revolutionären Zellen und der Roten Zora*, édité par ID-Archiv. [http:// www.nadir.org/ nadir/ initiativ/ idverlag/ BuchTexte/ Zorn/ Zorn01.html](http://www.nadir.org/nadir/initiativ/idverlag/BuchTexte/Zorn/Zorn01.html) (10/ 05/ 09)

Bernhard Schmid, 2004, «Deutschlandreise auf die ‘Bahamas’: Vom Produkt der Linken zur neo-autoritären Sekte», pp. 15-64 in «*Sie warn die Antideutschsten der deutschen Linken*»: *Zu Geschichte, Kritik und Zukunft antideutschr Politik*, sous la direction de Gerhard Hanloser, Unrast

Schoeps, (dir.) 1996. *Ein Volk von Mördern: Die Dokumentation zur Goldhagen-Kontroverse um die Rolle der Deutschen im Holocaust*. Hoffmann und Campe

J.H. TOP Berlin, 2009, «Interview with German anti-fascist group TOP Berlin» Shift Magazine 7. [http:// shiftmag.co.uk/ ?p=321](http://shiftmag.co.uk/?p=321) (16/ 01/ 10)/

Wolf Wetzel, 2004, «Vom linken Bellizismus zum anti-deutschen Befreiungsimperialismus», pp. 105-30 in «*Sie warn die Antideutschsten der deutschen Linken*»: *Zu Geschichte, Kritik und Zukunft antideutschr Politik*, sous la direction de Gerhard Hanloser